

Réseau national des associations de tantines (RENATA), Cameroun

Prévention des violences basées sur le genre et intégration des aspects de genre dans les écoles primaires et maternelles de Yaoundé

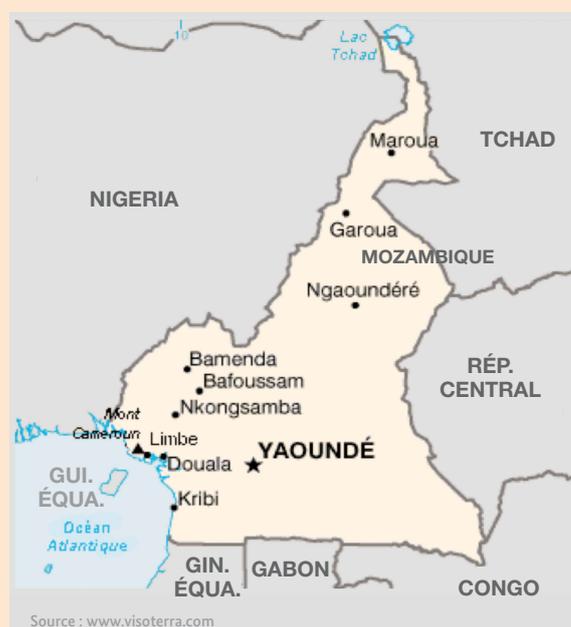
Le RENATA est un réseau qui regroupe plus de 15 000 filles mères formées comme tantines dans plus de 305 associations au Cameroun. Les associations de tantines ont été initiées en 2001 et le réseau s'est constitué fin 2005 avec l'appui technique et financier de la GIZ. Le RENATA dispose d'une équipe multidisciplinaire constituée de psychologues, d'anthropologues et de spécialistes en communication et collabore avec un réseau important de tantines et d'acteurs intervenant sur les questions de viol et d'inceste. Le RENATA reçoit un encadrement technique de la GIZ. Sa mission est de : (1) Sensibiliser le grand public et les jeunes à la santé sexuelle et reproductive et aux problèmes relatifs aux violences sexuelles, (2) Éduquer à l'hygiène et à la santé, et (3) Défendre les intérêts des jeunes filles mères.

1. Contexte

En 2008, le Programme Germano-Camerounais de Santé SIDA (PGCSS/GIZ) a réalisé une étude sur le viol et l'inceste au Cameroun en partenariat avec le RENATA. Il ressort de cette étude que sur une population de 37 719 filles et femmes, 5,2 % étaient victimes de viol, dont 18 % étaient des cas d'inceste. 12 % des victimes avaient moins de 10 ans au moment du viol. Les conséquences directes étaient les suivantes :

- 24 % des jeunes filles étaient enceintes à la suite du viol ;
- 16 % déclaraient avoir contracté une infection sexuellement transmissible (IST) après le viol. Il est par ailleurs connu que la prévalence du VIH chez les tantines était de 8 %, et donc bien au-dessus de la moyenne nationale de 5,5 % (2008). Il est donc fort probable que la prévalence du VIH est plus élevée chez les tantines ou chez l'ensemble des jeunes filles et femmes victimes de viol ou d'inceste ;
- 67 % affirmaient ne pas avoir effectué de dépistage VIH après avoir été violées. Beaucoup n'étaient donc pas prises en charge à la suite du viol, ce qui ne peut qu'accroître le risque d'IST, notamment d'infection par le VIH ;

Informations sur le pays : Cameroun



Population :	20 030 400 ¹
Indice de développement humain :	150e rang (sur 187) ¹
Indice de développement lié au genre :	134e rang (sur 146) ¹
Alphabétisation des adultes (%) :	75,9 ²
Espérance de vie (à la naissance) :	51 ans ³
Prévalence du VIH parmi les adultes (15-49 ans) (%) :	Féminin 5,6 Masculin 2,9 ⁴
Prévalence du VIH parmi les jeunes (15-24 ans) (%) :	Féminin 2,7 Masculin 0,5 ⁵
Personnes vivant avec le VIH :	610 000 ⁶
Part des femmes parmi les adultes vivant avec le VIH (%) :	58 ¹

Sources : (1) UN Development Report 2011 (2) CIA Factbook 2012 (3) UNICEF 2010 (4) UNAIDS/Country Report 2012 (5) Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples 2011 (6) UNDP

Session 4 sur les parties du corps avec les élèves entre 4 et 5 ans. Utilisation des images pour passer le message.



Il est ainsi devenu capital pour le RENATA de réfléchir à une stratégie visant à réduire les risques d'exposition de la tranche d'âge correspondant à la maternelle et à l'école primaire qui était (et est toujours) fortement exposée au VIH. En outre, il existe très peu d'interventions pour cette tranche d'âge au Cameroun.

2. Objectif

Réalisation d'une expérience pilote de prévention des violences basées sur le genre (VBG) intégrant les aspects de genre auprès des garçons et filles des écoles maternelles et primaires, plaider en faveur des autorités pour l'intégration de cette expérience pilote au niveau de l'éducation de base et prise en compte de ce modèle par les autres secteurs et partenaires.

3. Bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet sont regroupés en deux catégories : les bénéficiaires directs et les bénéficiaires indirects.

- Les principaux bénéficiaires directs sont les filles et les garçons des écoles maternelles et primaires ;
- Les bénéficiaires indirects sont les parents d'élèves, les enseignants, les ministères de la Justice, de la Promotion de la femme et de la famille, de la Santé, de l'Éducation de base, des Affaires sociales ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et associations qui travaillent sur la prévention du VIH, sur les violences basées sur le genre ou dans la protection de la petite enfance.

4. Approche

La stratégie développée consistait à concevoir et à diffuser trois produits :

1. Un modèle de sensibilisation pour les élèves des écoles primaires et maternelles sur la prévention des abus sexuels adapté au contexte camerounais ;
2. Deux dépliants dynamiques à l'usage des enfants du niveau maternel et primaire
3. Un film documentaire sur le projet.

Huit modules de formation pour les classes ont été conçus et testés, synthétisés et ramenés à une seule session d'environ 45 à 60 minutes (produit 1). Les informations ont été exploitées pour l'élaboration des dépliants (produit 2), qui ont été à leur tour testés, révisés puis diffusés auprès du jeune public constitué d'élèves des écoles maternelles et primaires. Parallèlement, les séances de sensibilisation en classe ont été filmées, visionnées et commentées par les différentes parties prenantes au projet lors des réunions du comité ad hoc et conservées sur différents supports (DVD, disques durs externes). Le matériel vidéo a été exploité pour la réalisation du film documentaire prévu au terme de ce processus (produit 3).

Un garçon de classe 4 utilise la feuille de travail qui parle des émotions et des choses dont il a peur.



Un élève très attentif de classe 5 reçoit les instructions sur l'utilisation de la feuille de travail « Non, dit-le ! ».

5. Résultats

Renforcement des capacités

Dans le cadre de ce projet :

- 12 animateurs ont acquis une expérience significative en matière de sensibilisation aux violences basées sur le genre dans les écoles ;
- 11 559 élèves ont été sensibilisés à la problématique des abus sexuels ;
- Environ 1200 enseignants d'écoles primaires et maternelles ont renforcé leurs capacités sur le thème des VBG et dans la façon d'aborder les problèmes de sexualité avec leurs élèves. Ce résultat a été obtenu au travers de sessions dispensées par les animateurs dans les salles de classe et de la participation des enseignants aux réunions du comité ad hoc ;
- Cinq représentants du gouvernement (ministère de la Santé, ministère de l'Éducation de Base, ministère des Affaires sociales, ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, Comité National de Lutte contre le sida) ont approfondi leurs compétences en matière de prévention des VBG au travers de leur participation aux réunions du comité ad hoc ;
- Environ 100 membres de 25 ONG/associations ont amélioré leurs connaissances sur les VBG suite à leur participation aux réunions du comité ad hoc et aux ateliers de présentation des produits finaux du projet ;
- Quatre inspecteurs d'arrondissement ont acquis une meilleure compréhension de la prévention des VBG en participant régulièrement aux réunions et ateliers organisés dans le cadre du projet.

Genre, VIH et VBG dans le milieu scolaire

Lors des visites dans les écoles, les animateurs ont collecté des informations sur les représentations des élèves en matière de masculinité et de féminité et sur leurs perceptions des différents rôles sociaux. Ces données recueillies ont servi à l'élaboration et à la conception des dépliants dynamiques mis à la disposition des enfants.

En outre, plusieurs enseignants, parents et élèves ont dénoncé des cas d'abus sexuels auprès des animateurs, ce qui a évidemment conduit à des situations délicates. Certains enfants victimes d'abus au sein des familles ont pu se confier à l'équipe des animateurs présents pendant les sessions. Les responsables des établissements en question ont pris contact avec les parents concernés, qui toutefois ne souhaitaient pas donner suite. Compte tenu du fait que dans ce type de situation (viol incestueux), le code pénal stipule que la dénonciation doit être faite par un membre de la famille, il était impossible pour le RENATA de donner suite à ces affaires. L'équipe du RENATA a néanmoins pu prendre en charge les victimes au plan psychologique.

Par ailleurs, lors de l'étude de base que nous avons réalisée, certaines élèves ont déclaré subir le repassage des seins¹. Certaines mamans n'ont pas souhaité collaborer avec le RENATA dans l'optique de mettre fin à cette pratique qu'elles continuent d'exercer sur leurs filles. Un atelier de présentation des résultats de l'étude de base et de l'expérience pilote a été organisé sous forme d'actions des plaidoyers en direction des membres du gouvernement, des organismes internationaux et nationaux de défense des droits de l'homme, des enseignants et des parents d'élèves. Dans l'ensemble, ces cas ont contribué à renforcer la conviction et la motivation des acteurs du projet.

1 Les femmes, le plus souvent la mère ou une des tantes, utilisent des spatules, des pierres à écraser ou encore des



Elèves d'une école privée qui participent activement dans la session sur les rôles du genre et la violence physique.

6. Leçons apprises, potentiel innovateur et perspectives au niveau communautaire

L'enjeu majeur de ce projet consistait à impliquer activement toutes les parties prenantes (enseignants, parents, ONG/associations qui œuvraient sur cette thématique ainsi que les ministères précités) dans toutes les phases du projet pour une meilleure connaissance et appropriation du projet et de ses résultats. Les représentants de ces institutions ont assisté aux réunions du comité ad hoc et ont participé de ce fait au développement des trois produits. Il s'agit d'une approche innovatrice de plaidoyer. Au niveau communautaire, parents et enfants pourront être sensibilisés à partir des produits réalisés et diffusés largement. De même les associations des parents d'élèves pourront participer de manière efficace et significative à l'épanouissement des enfants en alertant les parents dont les enfants présentent des signes de détresse à l'école.

7. Ressources supplémentaires

www.latitudesciences.ird.fr/realisations/renata/index.htm

www.frankwilliam.com/article-georgette-arrey-taku-on-denombre-18-d-inceste-et-5-2-de-filles-violees-au-cameroun-109476196.html

www.dailymotion.com/video/xbylfl_viol-briser-le-silence-et-denoncer_news

www.tantines.org/

Publié par Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Sièges de la société Bonn et Eschborn, Allemagne

Bureau de la GIZ
B.P. 7814
Yaoundé, Cameroun
giz-kamerun@giz.de
+237 22212 387
www.giz.de

Situation Mars 2013

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

En coopération avec evaplan au Centre Hospitalier Universitaire Heidelberg,
Allemagne

Mandaté par Ministère fédéral de la Coopération économique
et du Développement (BMZ)